

Conseil de Presse
Commission des
Plaintes

(Organe créé par les articles 23 (2) 2. et 32 à 35 de la loi
du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias)

Réunion de la Commission des Plaintes du lundi, 24 octobre 2011

Plainte de M. Lee Michel BASEGGIO contre l'hebdomadaire « Lëtzebuerg Privat »

Membres présents : M. Georges KILL, président,
M. Fernand MORBACH, éditeur,
M. Edmond ZIGRAND, journaliste.

Par lettre du 25 juillet 2011

Monsieur **Lee Michel BASEGGIO**,
artiste,

a signalé à la Commission des Plaintes du Conseil de Presse qu'il entendait porter
plainte contre

Monsieur **Jean NICOLAS**,

ce dernier étant, aux termes de ladite lettre, visé en sa qualité de *Herausgeber*
(*JEAN NICOLAS*) *der Zeitung « Letz.PRIVAT »*.

Dans sa lettre Monsieur BASEGGIO se réfère à un article qui aurait paru dans
l'édition du 22 juillet 2011 de l'hebdomadaire « Lëtzebuerg Privat » sous le titre
« Transvestit beleidigt Prinz Felix ». Comme unique motivation, ou pour le moins
explication de sa plainte, Monsieur BASEGGIO ajoute que « so ist das eine Lüge,
dieser Zeitung, und Unterstellung ».

Après avoir procédé, sur base de ladite lettre du 25 juillet 2011, à un premier
examen de la plainte, la Commission des Plaintes a fixé au **lundi, 24 octobre 2011,**
à **10 : 30 heures**, la date et l'heure d'une réunion à laquelle les parties seraient

invitées à assister pour présenter et préciser leurs arguments, si elles le désiraient, conformément à l'article 10 du règlement de procédure.

Par lettre du 13 octobre 2011 Monsieur NICOLAS a signalé qu'il n'entendait pas se présenter devant la Commission, et que par ailleurs il n'était plus, depuis le 1^{er} mars 2011, l'éditeur de l'hebdomadaire « Lëtzebuerg Privat », ni le directeur de la publication, ni le rédacteur en chef.

Le dernier jour ouvrable avant la réunion Monsieur BASEGGIO a fait parvenir au secrétariat du Conseil de presse une télécopie demandant qu'il lui soit soumis dans les meilleurs délais une nouvelle fixation, alors que son avocate se trouverait empêchée de le représenter le 24 octobre 2011.

L'allégation qu'un avocat serait chargé du mandat de représenter le plaignant n'est appuyée par aucun élément de nature à la rendre crédible. En particulier aucun avocat n'a informé la Commission qu'il occuperait pour Monsieur BASEGGIO dans la présente affaire. Il n'y a donc pas lieu de donner suite à la demande de refixation prémentionnée, la Commission disposant par ailleurs d'éléments d'appréciation suffisants pour former sa conviction.

Dans la lettre du 25 juillet 2011 par laquelle Monsieur BASEGGIO a saisi cette instance, ni la nature concrète du reproche fait à l'article incriminé, ni le but de la plainte ne se trouvent clairement énoncés.

En effet, la formule « so ist das eine Lüge », employée pour critiquer le contenu de l'article faisant l'objet de plainte, ne permet pas de cerner la portée du reproche. Quant au but poursuivi, le plaignant se sert de formules vagues nécessitant une interprétation. De cette interprétation la Commission tire la conclusion qu'en résumé BASEGGIO demande, comme dans plusieurs affaires antérieures entre les mêmes parties, que la parution des publications visées (dans le présent cas d'espèce l'hebdomadaire « Lëtzebuerg Privat ») soit empêchée ou interdite par des organes et des moyens non autrement précisés.

Dans une décision prise le 25 janvier 2010 dans l'affaire (no. 26) ayant opposé les mêmes plaignant et défendeur, la Commission des plaintes s'est efforcée de convaincre Monsieur BASEGGIO que sa demande tendant à voir interdire la publication des hebdomadaires édités par le défendeur était fondamentalement irrecevable, alors qu'une demande en ce sens heurte de front le principe élémentaire de la liberté de la presse, principe protégé à bon droit, non seulement par la Constitution et la loi du Grand-duché de Luxembourg, mais encore par la Convention européenne des Droits de l'homme.

Le caractère irréfragable de cette argumentation n'est évidemment pas entamé par une répétition des plaintes dans le même sens, déposées à intervalles plus ou moins réguliers par Monsieur BASEGGIO. Pour cette raison il ne paraît pas exagéré de qualifier d'abusives cette répétition de plaintes imprécises quant aux faits et poursuivant un but contraire à des principes essentiels de notre démocratie.

Quant à cette dernière considération le plaignant considère que « *Dies Was diese Zeitung macht und sein Herausgeber hat mit Pressefreiheit nichts mehr zu tun* ».

Il est évident que cette argumentation très personnelle et émotionnelle ne saurait infirmer les garanties constitutionnelles, légales et conventionnelles qui assurent une liberté aussi large que possible de la Presse.

Il n'en reste pas moins que les tribunaux de l'ordre judiciaire ont compétence pour sanctionner pénalement les excès fautifs et pour indemniser au civil les victimes d'abus avérés.

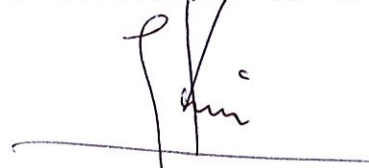
La plainte de Monsieur Lee Michel BASEGGIO du 25 juillet 2011 devant cette commission est dès lors à déclarer non fondée et doit être rejetée.

Décision : la Commission des Plaintes,

statuant sur vue du dossier et sur base des considérations ci-dessus,

rejette la plainte introduite par Monsieur **Lee Michel BASEGGIO** suivant lettre du 25 juillet 2011 contre un article paru dans l'édition du 22 juillet 2011 de l'hebdomadaire « **Lëtzebuerg Privat** » sous le titre « Transvestit beleidigt Prinz Felix ».

Pour la Commission des Plaintes

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'G. Kill', written over a horizontal line.

Georges KILL
Président de la Commission